

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Jeudi 5 mars 2026

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Paul Euzière

Conseiller municipal de Grasse

Conseiller communautaire

Président du groupe

« *Grasse à Tous-Ensemble et Autrement* »

J'ai écouté avec attention la présentation de ce rapport d'orientations budgétaires, et je tiens d'abord à saluer le travail de nos services pour la qualité des informations fournies.

Le Rapport d'Orientations Budgétaires 2026 de la CAPG se présente comme un exercice de responsabilité et de rigueur. Il est en réalité plus que cela : **il constitue un texte de positionnement politique, qui installe une culture de la « retenue budgétaire » dans un contexte national présenté comme contraignant.**

Derrière la technicité apparente du document, une ligne se dessine : stabiliser, contenir, préserver, quitte à réduire l'ambition.

On peut constater dans ce rapport une dramatisation maîtrisée du contexte national.

Le document consacre une place centrale au Projet de Loi de Finances 2026.

L'effort demandé aux collectivités est détaillé, chiffré, répété. Le DILICO, la stagnation de la DGF, la baisse des compensations sur les locaux industriels : autant d'éléments qui structurent la narration.

Mais un décalage apparaît.

La CAPG n'est pas contributrice au DILICO selon les critères annoncés.

Le résultat de fonctionnement augmente.

Certes la situation est fragile notamment au plan de **l'Épargne nette (c'est-à-dire notre capacité à financer nos investissements par nos propres ressources) diminue de 22%** ; mais la collectivité n'est pas en crise.

La contrainte nationale existe, certes. Mais elle est utilisée ici comme levier d'anticipation politique. Le Rapport prépare les esprits à une phase de consolidation et, potentiellement, à des arbitrages restrictifs.

Il s'agit moins de gérer l'urgence que d'installer une discipline.

Le ROB insiste sur : « contenir des charges de fonctionnement » ; « optimiser les services » ; « prioriser les actions » ; « être vigilants sur les effectifs »...

Le vocabulaire est mesuré, mais l'intention est claire : ralentir la dynamique.

Or, **les dépenses de fonctionnement n'augmentent que de 1,6 % en 2025** après un pic conjoncturel en 2023-2024.

Les charges de personnel (ch. 012) sont envisagées avec une augmentation de seulement 0,66%. Ce qui est absolument intenable, sauf en diminuant drastiquement le nombre d'agents de la CAPG.

La situation n'est pas inflationniste structurellement.

Le risque n'est pas celui d'un emballement, mais celui d'un réflexe de contraction prématuré.

Une collectivité qui entre trop tôt dans une logique défensive peut freiner :

- l'investissement structurant,
- l'innovation territoriale,
- la dynamique économique locale.

La prudence est vertueuse, mais la prudence excessive peut devenir paralysante.

L'investissement est affiché comme prioritaire, mais sous condition.

Le document affirme vouloir maintenir un niveau d'investissement soutenu : avec des projets structurants, la transition écologique, des équipements communautaires.

Mais **chaque phrase est assortie d'une réserve** : « lorsque les conditions de financement le permettent », « en cohérence avec les capacités d'autofinancement », « ajustement de la programmation pluriannuelle »

L'investissement n'est plus moteur ; il devient variable d'ajustement.

C'est un tournant subtil mais réel.

Ce Rapport d'Orientation Budgétaire est rigoureux financièrement, mais il est discret sur la vision territoriale.

Je voudrais revenir au plan des investissements sur un point important qui me semble mériter quelques éclaircissements.

Page 53 du rapport, dans la liste des "Grands Projets" prévisionnels pour 2026, on lit : **"BHNS (Bus à Haut Niveau de Service)"**.

Mais en parcourant l'ensemble du document, je n'ai trouvé **aucun chiffrage de ce projet. Ni son coût total, ni la part inscrite pour 2026, ni son échelonnement dans le temps, ni les financements attendus de nos partenaires.**

Mes questions seront donc les suivantes :

Premièrement : **Quel est le coût prévisionnel total de l'opération BHNS**, acquisitions des 450 parcelles indispensables comprises ?

Deuxièmement : **Quelle est la part de ce coût qui sera inscrite au Budget primitif 2026 ?** S'agit-il d'études, d'acquisitions foncières, de premiers travaux ?

Troisièmement : **Quel est le plan de financement prévisionnel ?**

Quelles subventions sont déjà obtenues auprès de l'État, de la Région, du Département, de l'Europe ?

Quatrièmement : En conséquence, **combien la CAPG devra-t-elle emprunter pour cette réalisation** qui, rappelons-le permettra finalement de gagner 6 minutes sur 8 km sur un trajet qui est déjà desservi par 5 lignes ?

La dette de la CAPG était de 53 millions € en 2024 (dernier chiffre du ministère des Finances).

Cinquièmement : Ce projet étant par nature pluriannuel, **une Autorisation de Programme sera-t-elle votée avec le Budget primitif, avec un échancier de crédits de paiement sur plusieurs exercices ?**

Sixièmement et surtout : Dans un contexte où notre Épargne nette chute de 22 %, où notre endettement augmente de 13 %, et où nos marges de manœuvre se réduisent, **comment ce projet s'intègre-t-il dans notre capacité financière réelle ?**

Avons-nous réalisé une étude de soutenabilité à moyen terme ?

On pourrait comprendre que les arbitrages budgétaires ne soient pas encore finalisés, comme le mentionne d'ailleurs le Rapport.

Mais le Débat d'Orientations Budgétaires a justement pour objet d'éclairer les élus sur les choix qui se préparent.

Or, sur un projet de cette ampleur qui va entraîner le doublement de l'endettement de la Communauté d'Agglomération, **l'absence totale de chiffrage et de calendrier financier ne nous permet pas d'apprécier pleinement la trajectoire dans laquelle nous nous engageons.**

Je souhaiterais donc que, d'ici le vote du Budget primitif en avril, **une note spécifique nous soit communiquée, détaillant le phasage, le coût et le plan de financement prévisionnel de ce BHNS.**

Cela nous permettra de voter en toute connaissance de cause, et d'éviter que ce projet majeur ne devienne, dans quelques années, un boulet financier qui handicapera lourdement notre fonctionnement dans le futur.